Burundi : Sans véritable opposition, le pouvoir vend ses réformes constitutionnelles

PANA,Â 07 janvier 2018Bilan de bientÃ´t un mois de campagne sur les rÃ©formes constitutionnelles au BurundiBujumbura, Burundi - Les partis politiques au Burundi attendent toujours le feu vert de battre campagne pour le "Oui" ou pour le "Non", bientÃ´t un mois aprÃ¨s le lancement officiel de la campagne sur les enjeux de la nouvelle Constitution amendÃ©e Ã laquelle la population sera appelÃ©e Ã se prononcer au courant de cette annÃ©e, par voie rÃ©fÃ©rendaire.

La campagne avait Ã©tÃ© lancÃ©e officiellement le 12 novembre dernier, par la chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziz invitant Ã la mÃªme occasion les membres du gouvernement Ã quitter les bureaux pour aller expliquer, sur terrain, les rÃ©formes visant Ã adapter la Constution de 2005 aux rÃ©alitÃ©s du moment aussi bien au Burundi que dans la sous-rÃ©gion Le prÃ©sident Nkurunziza avait parlÃ© dâ€™un moment "historique" pour son pays, devant la population et des diplomates Ã©trangers, Ã Gitega, la future capitale politique, dans le centre du Burundi, mettant du coup en garde ceux qui seront tentÃ©s de saboter la campagne rÃ©fÃ©rendaire dont lâ€™opportunitÃ© est nÃ©anmoins diversement apprÃ©ciÃ©e, selon les politiques. Au niveau de lâ€™exÃ©cutif, lâ€™enjeu majeur de la rÃ©forme constitutionnelle en cours porte sur le passage du quinquennat Ã un septennat et la crÃ©ation dâ€™un poste de Premier ministre, "chef du gouvernement", avec la possibilitÃ© pour lâ€™actuel chef de lâ€™Etat de se reprÃ©senter auxÂ "prochaines Ã©lections de 2020". Ce nâ€™est toutefois pas le mo penser, avait estimÃ©, le prÃ©sident Nkurunziza, lors de ses multiples interventions publiques de fin dâ€™annÃ©e derniÃ¨re. L vice-prÃ©sident de la RÃ©publique, Gaston Sindimwo, le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale, Pascal Nyabenda, sont pa les hautes autoritÃ©s Ã©tatiques de la semaine qui faisaient encore le terrain pour appeler les populations de lâ€™intÃ©rieur du pays Ã un vote 'franc et massif' en faveur des rÃ©formes constitutionnelles proposÃ©es par le gouvernement. "Câ€™est une question dâ€™honneur", lanÃ§ait encore, cette semaine, lâ€™Ombudsman (MÃ©diateur de la RÃ©publique), Edouard Nduwim une sÃ©ance dâ€™explication du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel, cette fois, Ã Bujumbura, la capitale politique et Ã©conomique Burundi. On constate encore que les mÃ©dias officiels ne censurent pas non plus les voix qui appellent Ã voter "Oui" au prochain rÃ©fÃ©rendum constitutionnel, malgrÃ© la consigne du ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur Ã attendre le moment opportun. Quant au chronogramme du rÃ©fÃ©rendum, le prÃ©sident de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI), Pie Claver Ndayicariye, a dÃ©jÃ annoncÃ© quâ€™il aura lieu courant mai prochain, le jour exact restant Ã prÃ©ciser par dÃ©cret prÃ©sidentiel. La CENI a encore finalisÃ© ces derniers temps la mise en place de ses dÃ©membrements provinciaux et se prÃ©pare Ã en faire de mÃªme au niveau des entitÃ©s communes du pays pour une supervision de proximitÃ© du prochain rÃ©fÃ©rendum constitutionnel. Les membres des commissions Ã©lectorales provinciales indÃ©pendantes (CEPI) et des commissions Ã©lectorales communales indÃ©pendantes (CECI) sont censÃ©es provenir de diffÃ©rents partis politiques, dâ€™organisations de la sociÃ©tÃ© civile et des confessions religieuses diverses. Lâ€™influente Eglise catholique du pays nâ toutefois pas donnÃ© des reprÃ©sentants dans les diffÃ©rentes commissions, officiellement pour cause de calendrier chargÃ© de fÃªtes religieuses de fin dâ€™annÃ©e 2017. La mÃªme Eglise avait retirÃ© ses observateurs des prÃ©cÃ©dentes Ã©lection gÃ©nÃ©rales controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de 2015. Dâ€™ici mai prochain, les partis politiques, quant Ã eux, deux semaines pour battre campagne en faveur du "Oui" ou du "Non" Ã la nouvelle Constitution amendÃ©e, selon toujours lâ€™autoritÃ© Ã©lectorale nationale. La configuration politique actuelle au Burundi et l'implication sans mÃ©nagement du pouv dans la campagne rÃ©fÃ©rendaire laissent prÃ©sager de fortes chances de voir les tenants du "Oui" prendre le dessus sur ceux du "Non", de lâ€™avis des analystes indÃ©pendants Ã Bujumbura. Les analystes se fondent, notamment, sur le boycott prÃ©coce auquel a dÃ©jÃ appelÃ© le Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanz paix, la rÃ©conciliation et la dÃ©fense de lâ€™Ã©tat de droit (CNARED, principale plate-forme de lâ€™opposition intÃ©rieure e Lâ€™appel au boycott risque de se retourner contre lâ€™opposition et faire lâ€™affaire du pouvoir qui, de son cÃ´tÃ©, ne mÃ© effort pour faire triompher le "Oui" Ã son projet de rÃ©formes constitutionnelles. Cette coalition hÃ©tÃ©roclite et en ordre dispersÃ© du CNARED juge "inopportun" de convoquer un rÃ©fÃ©rendum populaire pendant que subsiste le contentieux politique autour des Ã©lections de 2015. Le boycott de la mÃªme opposition avait montrÃ© des limites aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015 dont Ã©tait sortie largement gagnant, lâ€™actuelle majoritÃ© prÃ©sidentielle, se souvient-on dans l'opin Face Ã une opposition encore sonnÃ©e par la tournure Ã©lectorale de 2015, et sans emprise rÃ©elle sur lâ€™Ã©lectorat, le po ne fait qu'occuper le vide pour vendre ses rÃ©formes constitutionnelles Ã une population, selon les mÃªmes analystes, qui doute dâ€™une alternative crÃ©dible. La campagne du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel se double, par ailleurs, dâ€™une sensib officielle tout aussi soutenue Ã lâ€™autofinancement des prochaines Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2020, "pour ne pas retomber dans le mÃªme piÃ¨ge quâ€™en 2015". Les fonds promis par la communautÃ© internationale des bailleurs avaient Ã©tÃ© finalement gelÃ©s, officiellement pour protester contre le manque de transparence et dâ€™Ã©quitÃ© dans lâ€™organisation de Ã©lections de 2015. La semaine prochaine donnera lieu Ã la collecte et la remise des contributions des administratifs territoriaux et Ã la base, "pour donner le ton et lâ€™exemple" Ã la population, a annoncÃ©, vendredi dernier, le ministre de lâ€™IntÃ©rieur, Ã lâ€™issue dâ€™une rÃ©union prÃ©paratoire avec les gouverneurs de provinces et les responsables commu le pays. Lâ€™appel Ã lâ€™autofinancement des prochaines Ã©lections fait Ã©galement lâ€™objet des controverses dans div burundais oÃ¹ certains lui trouvent un caractÃ¨re "contraignant" alors que le vote est constitutionnellement "libre" au Burundi, dâ€™autres estiment que câ€™est une question de "fiertÃ© et de souverainetÃ© nationale". La communautÃ© interna risque Ã©galement de manquer dâ€™argument Ã faire valoir sur lâ€™issue des prochaines Ã©lections qui auront Ã©tÃ© finan des efforts internes, trouvent les mÃªmes analystes. La suffocation Ã©conomique gÃ©nÃ©ralisÃ©e est un autre argument dâ€™opposants Ã lâ€™autofinancement des Ã©lections, convaincus quâ€™il suffirait dâ€™un dialogue sincÃ¨re entre toutes l prenantes Ã la crise burundaise pour se rÃ©concilier avec la communautÃ© internationale dont le pays a toujours dÃ©pendu pour plus de 50% de ses besoins. Les prÃ©cÃ©dentes Ã©lections de 2015 avaient Ã©tÃ© budgÃ©tisÃ©es Ã hauteur de 60 m de dollars amÃ©ricains, ce qui rend pessimiste certains analystes quant aux capacitÃ©s et moyens internes Ã rÃ©unir un tel montant, si jamais le cout des prochains scrutins de 2020 devait revenir, ne fut-ce quâ€™Ã ce niveau.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});